



DEPARTEMENT  
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT  
de VALENCIENNES

-O-

OBJET :

**Abattement du régime  
indemnitaire.**

Date de la  
Convocation :

14 Mars 2019

Date d'affichage :

14 Mars 2019

Nombre de  
Conseillers Municipaux :

En exercice : 33  
Présents : 30  
Votants : 30 + 3P

Vote :

Pour : 33  
Contre : 0  
Abstentions : 0

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt mars, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

**Présents :** Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Virginie CARLIER, Francis WOJTOWICZ, Éric DULIEU, Cédric NOULIN, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, François LACROIX, Jean-Luc BALASSE, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Sylvie LOIRS, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Martial BRUNET, Laurence SALVA, Guillaume LECARPENTIER, Betty SOLOCH, Emmanuelle LAGACHE, Séga SOUMARE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Catherine ESTAQUET, Patrick ZIATKOWSKI, Romain MERVILLE

**Excusés :** Mr LEFEBVRE a donné procuration à Mr VENIAT  
Mlle KULCZYCKI a donné procuration à Mr SOUMARE  
Mr TONARELLI a donné procuration à Mme CARLIER R.

**Absents :** -

**Secrétaire de séance :** Mme CARBOULET

### Note de présentation :

Le Conseil Municipal a décidé lors de sa réunion du 29 mars 2007 de mettre en place de nouvelles modalités d'application pour certains régimes indemnitaires (IHTS, IFTS, IAT et ISS) à savoir :

- L'application d'une retenue de 1/30<sup>ème</sup> par jour d'absence pour maladie ordinaire avec une franchise de 15 jours calendaires par année civile ou 30 jours calendaires de franchise par année civile en cas d'hospitalisation.
- Le maintien du régime indemnitaire en cas d'accident de service, congé maternité, congé paternité, adoption, congés payés et syndicaux, autorisations d'absences de toute nature, congé de longue maladie, congé de longue durée, congé de grave maladie et temps partiel thérapeutique.

Ces modalités ont été intégrées aux délibérations concomitantes à certains régimes indemnitaires et pas à d'autres.

La mise en place du RIFSEEP au 1er janvier 2018, fusionnant la plupart des régimes indemnitaires, a repris les modalités précitées.

Cependant, certains cadres d'emplois n'entrant pas dans l'application de nouveau dispositif du RIFSEEP, ont conservé leurs régimes indemnitaires et sont actuellement exclus du dispositif de retenue ci-dessus.

Dans un souci d'équité envers tous les agents, il est proposé au Conseil Municipal d'étendre les modalités d'abattement au titre de la maladie ordinaire à tous les régimes indemnitaires de la collectivité.

**Projet de Délibération :**

- Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, article 20 ;
- Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant statut de la fonction publique territoriale, articles 88 et 111 ;
- Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1er alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;
- Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 29 mars 2007 relative aux conditions d'attribution du régime indemnitaire du personnel communal ;
- Considérant l'avis favorable du Comité Technique lors de sa réunion en date du 27 février 2019 ;

Le **Conseil Municipal**, après en avoir délibéré,

**DÉCIDE** d'appliquer dans un souci d'équité envers tous les agents, les modalités d'abattement au titre de la maladie ordinaire à tous les régimes indemnitaires de la collectivité

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,

Le Maire,  
  
**Michel VENIAT**

Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du .....

par sa publication en date du .....

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.*